

## VOTE AUJOURD'HUI DU COLLÈGE DES GRANDS ÉLECTEURS

## L'alliance RND-PT à l'épreuve de l'urne

*C'est aujourd'hui, mardi 29 décembre, que le collège des grands électeurs a rendez-vous avec l'urne en vue de renouveler de moitié la composante de la chambre haute du parlement, le Sénat. Théoriquement, c'est le RND du Premier ministre, auteur d'une belle et réussie opération de séduction, qui devra se réjouir d'une appréciable récolte.*

**Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir)** - Le Rassemblement national démocratique de Ahmed Ouyahia est allé chercher du renfort électoral auprès du Parti des travailleurs de Louisa Hanoune.

Il s'y est pris bien avant tout le beau monde de prétendants qui devaient plus tard accourir chez Louisa Hanoune. Sa séduction n'a pas été vaine. Il n'a pas été éconduit. Au grand dam du Front de libération nationale qui a souhaité, lui aussi, être dans les bonnes grâces du PT. Louisa Hanoune et Ahmed Ouyahia ne se sont cependant pas suffi de sceller juste une alliance électorale. Ils se sont engagés à une fréquentation durable, à travers un accord politique qui se décline en 9

points. La patronne du Parti des travailleurs croit avoir réussi une bonne vente concomitante.

A certains égards, elle parle vrai. En concluant l'accord politique avec Ahmed Ouyahia, elle est parvenue à perturber l'Alliance présidentielle, ce pacte qui cimentait la solidarité entre le RND, FLN et le MSP.

La réaction du FLN au rapprochement entre le RND et le PT témoigne, si besoin est, de l'altération de la relation entre les trois partis de l'Alliance présidentielle. L'altération est telle que, pour cette opération de renouvellement de la moitié de la composante du Sénat, les trois partis de l'Alliance ne se sont même pas donnés la peine d'explorer les possibilités d'une



entente électorale. Le FLN comptera sur ses seuls élus locaux, à l'exception de deux wilayas, Alger et Oran, où ses candidats bénéficieront du soutien du Parti des travailleurs. Pas de quoi se consoler, mais c'est mieux qu'une déche



intégrale. Le MSP, qui ne s'est jamais aussi mal trouvé que depuis qu'il est drivé par Aboudjerra Soltani, a cherché le réconfort électoral auprès du FNA de Moussa Touati. Les deux partis auraient convenu de s'épauler par

endroits. Côté opposition, le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed a résolu de boudier la compétition et l'urne. La résolution a été prise le 18 décembre dernier, lors de la session du conseil national du parti, organisée

exceptionnellement dans la ville de Ghardaïa. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie de Saïd Sadi s'engage dans l'épreuve électorale en ne comptant que sur ses propres forces. Du moins, on ne lui connaît pas d'alliance contractée. L'indiscipline militante dans les rangs de certains partis peut profiter cependant au RCD. On sait que les primaires organisées par des partis comme le FLN et le RND ont généré leurs lots de mécontents. Cela dit, la compétition électorale d'aujourd'hui verra également l'entrée en lice de candidats sans chapelle partisane. Le poste de sénateur vaut de concourir, même si la confrontation se fera face à des mécaniques partisans. Enfin, comme le siège au Sénat fait rêver, pour les candidats, la chasse aux voix autorise tous les arguments, pécuniaires y compris.

S. A. I.

## TIZI-OUZOU

## Deux morts et treize blessés dans une explosion de gaz

Une forte explosion a secoué un quartier de la nouvelle ville de Tizi-Ouzou, hier soir vers 22h30.

Le gaz serait, selon les premiers éléments de l'enquête, à l'origine de cette déflagration, survenue dans un immeuble flambant neuf. L'explosion a été d'une violence telle que, selon divers témoignages, de nombreux riverains crurent à un tremblement de terre.

Deux hommes âgés de 54 et 27 ans y ont perdu la vie, tandis qu'une quinzaine de personnes, pour la plupart des résidents de la coopérative immobilière implantée sur les lieux, ont été blessées, selon un bilan officieux. Tandis que la nuit, de nombreux riverains étaient encore massés autour de ce qui restait de la bâtisse. Certains faisaient état du décès d'une troisième personne, un passant. D'autres assuraient qu'une fuite de gaz avait été déjà signalée, soulignant que l'intervention des agents de la Sonelgaz n'aura pas été, de toute évidence, efficace. Une information à prendre au conditionnel, en attendant les conclusions de l'enquête.

A. M.

## SIDI-BEL-ABBÈS / MALGRÉ LE TIR DE SOMMATION, IL PREND LA FUITE

## Saisie de 2 950 cartouches de fusil de chasse

Les services des douanes de Sidi-Bel-Abbès ont intercepté dernièrement un véhicule Peugeot 404 en provenance de la frontière algéro-marocaine au niveau du lieu-dit Tarziza, dans la daïra de Ras El-Ma (Sidi-Bel-Abbès), vers 3h30 du matin.

Ne voulant pas s'arrêter, les éléments de la douane ont dû user de leur arme pour un tir de sommation. Mais malgré l'injonction, le contrebandier a réussi à prendre la fuite à la faveur de l'obscurité et de la pluie qui tombait, ce qui ne facilita guère la tâche aux services de sécurité.

La fouille du véhicule a permis la découverte de 2 950 cartouches de fusil de chasse, d'une valeur de 59 millions de centimes, qui ont fait l'objet d'une saisie.

L'affaire confiée aux instances judiciaires de Sidi-Bel-Abbès, le mis en cause a été condamné à une amende de 640 millions de centimes.

A. M.

## ÉDUCATION

## Le SNTÉ rejette les grèves ouvertes

*Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTÉ) a dénoncé, hier, la dernière grève qu'a connue le secteur durant le premier trimestre de l'année scolaire 2009/2010.*

Affichant son rejet catégorique des grèves ouvertes, le secrétaire général du SNTÉ, Abdelkrim Boudjnah, a affirmé, lors de la tenue du deuxième congrès national de son syndicat, que «le meilleur moyen est d'opter pour des grèves répétées afin d'éviter de priver les élèves de cours». Il a, en outre, dénoncé le non-rattrapage des cours pour les élèves des deux premiers cycles de l'éducation. «Je suis outré de

constater que les élèves des établissements primaires et moyens n'ont pas bénéficié de cours de rattrapage après 21 jours de grève», a-t-il souligné. Et d'expliquer que cette décision a été prise suite à la proposition de la tutelle. «Le ministère a eu l'accord des syndicats grévistes pour dispenser ces élèves des cours de rattrapage», a-t-il indiqué. Le secrétaire général du SNTÉ a relevé, également, l'«injustice» qui règne au sein des établissements moyens. «Les enseignants du système fondamental et ceux du système moyen subissent une sorte de ségrégation au sein du même établissement», a-t-il indiqué. Etalés sur deux jours, les travaux du congrès du SNTÉ s'axeront,

en premier lieu, sur la plateforme de revendications du SNTÉ. Plus de 300 délégués venus des 47 wilayas ont pris part à cette rencontre. Ils auront à débattre des propositions soumises.

L'on relève l'insistance du syndicat sur le dossier du régime indemnitaire et celui des œuvres sociales, sur l'application des textes de loi relatifs aux demandes d'emploi, la concrétisation effective des articles 38 et 80 de la loi d'orientation de l'éducation, ainsi que sur la nécessité d'une formation qualitative des travailleurs du secteur. Autre activité du syndicat prévue lors de ce congrès : l'élection d'un nouveau secrétaire général.

Rym Nasri

## RENCONTRE-DÉBAT SUR LA LUTTE ANTITERRORISTE DANS LA RÉGION DU SAHEL

## «Se battre d'abord pour des systèmes politiques démocratiques»

*Les régions du Sahel ne peuvent combattre le terrorisme que si une véritable volonté politique partagée par tous les Etats concernés voit le jour. Tel est le constat établi par les trois intervenants au forum du quotidien El Chaab et qui a eu pour thème le terrorisme dans la région du Sahel.*

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Il faudrait mettre en place un partenariat stratégique sans suspicion et arrière-pensées, car l'Etat est l'acteur principal dans cette lutte ; chaque fois qu'il est absent ou hésitant, c'est le terrorisme qui gagne», estime le sociologue algérien Liès Boukraâ.

Cependant, cette bataille ne peut être menée sans être accompagnée d'une refondation de l'Etat de droit et des systèmes démocratiques en Afrique, car, dit-il, «les populations passives» qui ont prêté main-forte aux terroristes sont des citoyens délaissés, abandonnés aux affres de la misère et de la pauvreté. C'est une réalité et nous devons la dire ! Dans certaines régions du Sahel, l'Etat n'existe pas ! Le déficit démocratique en est en faveur des terroristes.

Récupérer ses citoyens permettrait de freiner les groupuscules terroristes et les empêcherait de trouver des

recrues potentielles, est-il expliqué.

Liès Boukraâ se méfie des discours occidentaux qui, dit-il, ne répondent souvent qu'à leurs intérêts. Pour cette raison, il se prononce contre l'ingérence et préconise une politique de lutte commune qui impliquerait uniquement les pays concernés. «Ils nous disent que nous n'avons pas de moyens ! Mais c'est faux ! Nous en avons, il faudrait les exploiter !», soutient-il.

L'ex-ministre malien, Soumeylou Boubeye Maiga, a, quant à lui, énuméré un fatras de raisons économiques, sociales et politiques qui ont encouragé la prolifération du terrorisme dans ces régions vulnérables et gigantesques, comme, entre autres, la pauvreté, la corruption des systèmes politiques en place, la naissance de mouvements d'inspiration islamiste.

Le troisième intervenant, venu du Niger, Adamou Rabani, estime que les pays africains doivent asseoir une base juridique, régionale et internationale pour que les mécanismes de lutte puissent être opérationnels. «Il faudrait surtout rétablir la justice et la légalité car, au Niger par exemple, les Touaregs qui se rebellent sont souvent impliqués dans des affaires de trafic de drogue et de cigarettes», affirme-t-il.

I. B.